



La moitié des sites parisiens dans le collimateur de Bercy et de la direction parisienne !

Le Nouveau Réseau de Proximité (NRP) parisien a été communiqué par la direction parisienne lors du CTL du 1^{er} juillet: la moitié des sites seront supprimés d'ici 2027 :

2021 : Abbé Groult et Bénard
2022 : Boucry et Geoffroy Saint Hilaire
2023 : Banque et Michel Le Comte
2024 : Saint Petersbourg et Saint Hyacinthe
2025 : Tolbiac
2026 : Godefroy Cavaignac
2027 : Meuniers et Uzès

Les déménagements actuels sont la manifestation de ce resserrement du réseau au détriment des agents, dont le travail est de plus en plus dévalorisé, de plus en plus orienté vers des traitements de masse, pour lequel de moins en moins de compétences sont demandées.

Ce resserrement du réseau va poser de nombreux problèmes de mutation : qui pourra encore être affecté sur Paris au moment où les emplois parisiens ne cessent de diminuer ?

En effet, d'ici 2025, le NRP parisien prévoit la suppression de 7 SIP, 9 SIE et 5 PCE selon un processus de déménagements et de fusions multiples !

De plus, un SFACT Recettes (service mutualisé des recettes de la Ville de Paris) serait créé à Bédier (site qui appartient à la Ville de Paris) !

Ces opérations de réorganisations et d'abandon de sites sous-entendent des centaines de suppressions d'emplois, aggravés par les transferts d'emplois dus aux délocalisations !

Les agentes et agents de la DRFIP75 ont tout à perdre avec le NRP et les délocalisations : leur emploi, leur métier, leur affectation sur site et leurs droits !

Cette série d'abandon va avoir des conséquences directes sur :

- les charges de travail et la dévalorisation constante du travail et des missions
- le droit à mutation, qui devient une coquille vide au gré des restructurations programmées par Bercy : il va être de plus en plus difficile d'obtenir Paris.

En conséquence, FO revendique :

- l'abandon du NRP parisien et des délocalisations des missions,
- le maintien de toutes les missions et de tous les services,
- le maintien des droits des agentes et des agents
- l'arrêt des suppressions d'emplois.